



nomiques, et de ce point de vue nous devons faire des efforts. Des mesures ont déjà été mises en œuvre, notamment pour l'éducation prioritaire, et je voudrais également travailler, entre autres, sur la ruralité. Ma deuxième ambition est de donner les clés à ces jeunes qui seront les hommes et les femmes de demain, pour s'orienter dans le monde qui sera le leur.

**Nicole Belloubet, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, dans son bureau, mercredi 6 mars.** JULIEN DANIEL/MYOP POUR « LE MONDE »

**Le monde de l'éducation nationale que vous retrouvez en tant que ministre est-il différent de celui que vous avez quitté en tant que rectrice de Toulouse, en 2005 ?**

Il existe des permanences, notamment le souci des équipes éducatives de porter les élèves, et de faire de leur mieux pour eux. Deux éléments m'ont cependant frappée. Il y a, me semble-t-il, une plus grande hétérogénéité. Il faut se réjouir que l'école accueille bien tous les enfants, et qu'elle soit de plus en plus inclusive. Dans une même classe, il peut y avoir des élèves très différents, certains à l'aise, d'autres moins, certains qui ne parlent pas français, d'autres qui ont besoin de soins... Toutes les organisations syndicales m'ont fait part de la grande difficulté des enseignants à gérer parfois cette hétérogénéité. Il est important de continuer d'ouvrir l'école à tous. Nous devons poursuivre nos efforts pour les accompagner.

Je suis également marquée par les questions de sécurité, qui touchent aujourd'hui l'école comme toute la société. Nous en avons eu deux exemples cette semaine avec les incidents au lycée Maurice-Ravel, à Paris, et au lycée Gustave-Eiffel de Cachan (Val-de-Marne), mais des questions de ce type se posent fréquemment.

**Comment répondre à cette insécurité, que les enseignants ressentent beaucoup et pour laquelle ils déplorent souvent un manque de soutien de leur hiérarchie ?**

Il faut en finir avec le « pas de vague ». Quand il y a une difficulté, il faut le dire, traiter la situation, et apporter un soutien total et constant aux équipes.

Pour que les élèves travaillent et réussissent, il faut des méthodes pédagogiques adaptées, mais nous devons aussi asseoir l'autorité des professeurs. Evidemment, cela ne se décrète pas. Cela passe par des dispositifs pédagogiques, tels que l'apprentissage des valeurs de la République, et par des actions comme l'octroi de la protection fonctionnelle pour un personnel menacé ou en difficulté, ainsi que les signalements au procureur dès que cela s'impose, immédiatement. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVIE LECHERBONNIER, VIOLAINE MORIN ET ÉLÉA POMMIERS

# Des centres sociaux dans le rouge, l'Etat promet un « geste financier »

Ces structures de proximité, présentes sur tout le territoire, y compris en milieu rural, sont confrontées à une hausse des coûts de fonctionnement

**D**epuis des années, les centres sociaux essaient de faire avec ce qu'ils ont, mais là on est arrivés au bout du bout. Il n'y a plus une seule économie à faire», se désole Tarik Touahria, président de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF). Les acteurs du secteur multiplient les alertes.

Jeudi 7 mars, le ministère du travail, de la santé et des solidarités doit annoncer un « geste financier », lors d'une réunion qui réunit les différents partenaires et financeurs. Pour le moment, aucun montant n'a été communiqué. La FCSF, elle, se réjouit de cette annonce, mais rappelle qu'elle réclamait un fonds exceptionnel de 64 millions d'euros.

Réparties sur l'ensemble du territoire, ces 2373 structures de proximité, qui proposent des activités sociales, culturelles, éducatives et familiales, sont confrontées à une augmentation importante des coûts : inflation, hausse des prix de l'énergie, mais aussi l'entrée en vigueur, au 1<sup>er</sup> janvier, d'une nouvelle convention collective qui a entraîné une revalorisation salariale des personnels.

« Une augmentation des salaires bienvenue et absolument nécessaire pour renforcer l'attractivité de nos métiers », rappelle M. Touahria, mais qui a entraîné une hausse du budget des centres sociaux de 8 %. Les financements, eux, n'ont pas augmenté à hauteur de nos besoins. Concrètement, il y a déjà des centres qui ont dû fermer. »

Principalement financés par les communes et intercommunalités (41 %), la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF, 30 %) et l'Etat (7 %), les centres sociaux appelaient donc à un « saut collectif » et s'étaient mobilisés, le 31 janvier, au cours d'un mouvement national. Selon les chiffres fournis par la FCSF, en 2022, 637 structures étaient en déficit moyen de 31 000 euros. Une situation qui s'est encore dégradée en 2023, assure le président, qui admet toutefois que ce déficit a pu être, en partie, compensé par une hausse des financements de la CNAF.

## « Missions irremplaçables »

« Nous avons négocié avec l'Etat pour avoir une revalorisation de nos financements pour tenir compte de l'inflation et des augmentations salariales », indique Gaëlle Choquer-Marchand, directrice générale déléguée chargée des politiques sociales et familiales de la CNAF. Après une hausse de 4 % en 2023, nos structures de crédit vont permettre d'augmenter de nouveau les financements, à hauteur de 11 % pour 2024. »

« L'enjeu, c'est que les autres partenaires augmentent aussi leurs aides pour que le budget progresse. Il ne faut pas que notre effort se traduise par une baisse de financement des autres », ajoute M<sup>me</sup> Choquer-Marchand. Mais pour les communes, qui peinent à boucler leur budget, c'était bien à l'Etat de fournir un effort financier. « On est déjà à l'os », pré-

**« Une hausse des salaires nécessaire a entraîné une hausse des budgets »**

TARIK TOUAHRIA  
président de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France

vient Gilles Leproust, président de l'Association des maires ville et banlieue de France, convié à la réunion du 7 mars.

Selon la FCSF, au moins 4,8 millions d'habitants bénéficient des activités proposées par les centres sociaux. Ces structures sont implantées à 77 % en zone urbaine, dont 44 % dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), et 23 % en zone rurale. Et dans ces localités, où les services publics se font de plus en plus rares, les centres sociaux « deviennent des chaînons indispensables permettant de faire le lien entre les individus et les services de l'Etat », rappelle Gilles Noël, vice-président de l'Association des maires ruraux de France.

Les centres sociaux sont à la fois des espaces d'éducation populaire, mais aussi d'activités de loisirs pour les enfants ainsi que des structures où les usagers peuvent trouver des réponses pour leurs démarches : déclara-

tion d'impôts, caisse de retraite... Ils remplissent donc des « missions irremplaçables », insiste Gilles Leproust, également maire d'Allonnes (Sarthe). Pour lui, « il faut mettre en place des politiques incitatives, en créant les conditions pour maintenir les centres, mais aussi leur donner les moyens de développer des actions encore plus ambitieuses. Nos populations qui se paupérisent sont vraiment dans le besoin », détaille l'édile.

En 2022, d'après l'Insee, le taux de personnes en situation de privation matérielle et sociale a atteint 14 % en 2022, son plus haut niveau depuis 2013. Une situation que constate au quotidien Hervé Bourtourault, le directeur social du centre Saint-Elivet, à Lannion (Côtes-d'Armor), en QPV, où le taux de pauvreté avoisine les 42 %.

« On est face à un public de plus en plus précaire, avec une population vieillissante qui doit s'adapter aux démarches numériques », détaille Hervé Bourtourault. Et puis, pour beaucoup de personnes, la pandémie de Covid-19 a entraîné un très fort isolement. » Il note aussi la présence accrue de familles monoparentales touchées de plein fouet par la précarité alimentaire.

Un autre chantier se profile. Pour les acteurs interrogés, si l'aspect financier est crucial, il faut aussi réfléchir à la manière de redonner du sens à ces professions, alors que les métiers du lien social continuent à rester peu attractifs. ■

MINH DRÉAN

## « Ce centre, c'est ma deuxième maison »

Dans le quartier de la Bourgogne, à Tourcoing, responsables et bénévoles alertent sur les difficultés financières qui mettent en danger un service essentiel pour les plus précaires

### REPORTAGE

LILLE - correspondante

**L**e premier à pousser la porte du centre social de la Bourgogne, en cette fin février, vient chercher un recommandé. A l'accueil, Aïda Secq n'est pourtant pas factrice, mais elle a suivi une formation. Elle assure, ce matin-là, les services liés au courrier et aux colis, en plus des inscriptions au centre de loisirs. Quand La Poste a fermé, fin 2019, dans ce quartier de Tourcoing (Nord), en pleine rénovation urbaine, il a fallu trouver une solution. Dans quelques mois, une nouvelle Poste ouvrira, dans « la Halle », un bâtiment qui abritera des commerces alimentaires, un poste de police, un cabinet d'infirmeries et France services. En attendant, il a fallu faire face.

« Ici, les problématiques sociales sont très fortes, la population très paupérisée. Environ un tiers des habitants ne vivent que des minima sociaux », résume Harold George, le directeur du centre social, qui compte 680 familles adhérentes. Nous sommes là pour accueillir l'ensemble de la population, accompagner les initiatives des habitants, favoriser leur émancipation et créer du lien. » Alors, quand, le 31 janvier, les centres sociaux sont descendus dans la rue, partout en France, pour alerter sur la baisse de leurs moyens, la mobilisation a été une évidence. « On a informé les habitants et les familles de ce qui se passait et qu'on était en danger. Tout de suite, ils ont dit : "On peut venir à la manif?" », raconte Célia Holmes, référente famille.

Elle partage son bureau avec quelques collègues, juste derrière

l'accueil. Y entre qui veut. On s'y pose pour boire un café, parler, ou confier une situation inextricable, une détresse. « On prend le temps d'écouter et de trouver les associations spécialisées ou les partenaires à contacter. Nous ne sommes pas financés pour ça, mais c'est une partie de la fonction qu'on joue sur ce territoire », résume Célia Holmes. Passée saluer l'équipe, Fatima Belouarrak, la présidente du centre social, conclut : « Les gens viennent parce qu'ils ont confiance, ils se sentent écoutés, acceptés, il n'y a pas de jugement. »

### Cours d'alphabétisation pleins

Dans l'entrée, Rachida Bouhida discute avec une amie. Toutes deux sont devenues bénévoles ici. « On vient pour enlever l'ennui, pour se retrouver. On n'a pas beaucoup d'argent pour faire des activités, alors ici, c'est vraiment bien. Je ne connaissais personne quand je suis arrivée dans le quartier, en 2003. Je passe plus de temps ici que chez moi ! C'est ma deuxième maison ! » Arrivent les participants aux cours d'alphabétisation du mardi matin. Comme celui du vendredi, il est plein et la liste d'attente s'allonge. Deux bénévoles assurent les cours : Korichi Kharfia, qui enseignait le français en Algérie, s'occupe des grands débutants, et Christelle Vanzeveren, enseignante à la retraite, du deuxième niveau. Elles décrivent des apprenants « très assidus ». Un jeune Congolais s'applique sur un exercice de conjugaison. « J'apprends le français pour trouver du travail », dit-il.

Quand il sera prêt, peut-être ira-t-il s'installer dans le bureau de

Charles-Xavier Perez. « Je fais de l'accompagnement renforcé pour aider à trouver ou retrouver le chemin du travail », détaille celui-ci. Beaucoup de jeunes sont découragés, ont perdu confiance en eux. C'est un ouvrage de dentelle pour définir un projet professionnel, trouver la bonne formation, les stages éventuels, décrocher des rendez-vous. Charles Xavier dit avoir « la chance de suivre 80 personnes quand, à Pôle emploi [France Travail], c'est parfois 300 ».

Dans un bureau voisin, Houzouz Bouazzaoui, que tout le monde ici appelle Aziz, occupe la fonction de médiateur socio-administratif. Il accompagne « ceux qui sont perdus dans le maquis administratif que la dématérialisation a aggravé, faute de contacts humains ». Il le dit tout net : « Il y a trop de gens qui sont pris dans une paupérisation qui s'aggrave, et qui sont en train de glisser. Nous devons être là, auprès d'eux ! »

Si le centre social est au cœur de toutes ces problématiques, il est aussi le lieu où la convivialité a toute sa place. Fêtes, repas, goûters, activités culturelles, groupes de parole autour de la parentalité, sorties, création d'un jardin partagé, on pourrait faire un inventaire à la Prévert de tout ce qui s'invente ici. Le mardi, en début d'après-midi, c'est atelier cuisine. « On cuisine, et après on mange », raconte Hanane Mecif, mais, surtout, on parle entre copines, on se fait des nouvelles connaissances. C'est du temps pour nous. »

C'est bientôt l'heure des ados qui débarquent après leurs cours. On joue aux cartes, à la PlayStation, on discute, mais c'est aussi

dans ces moments que de beaux projets naissent, comme celui porté par des jeunes qui ont voulu organiser des maraudes pour les sans-abri et sont allés jusqu'au bout, embarquant avec eux des bénévoles et des gens du quartier. Ils planchent déjà sur d'autres projets solidaires.

« Les financements consacrés à l'accueil des jeunes ont été divisés par quatre, alors on a plus de mal à en capter, car ça réduit les activités proposées », se désole le directeur du centre social. Il a fallu arrêter le soutien scolaire en 2018, supprimer le centre de loisirs pendant les dernières vacances de Noël et, sur les autres vacances, « on devra réduire de 25 % l'accueil ». Doté d'un budget de 1,9 million d'euros, le centre sera en déficit de 50 000 euros cette année (c'était 70 000 en 2022). Il multiplie les appels à projets pour trouver des financements afin de maintenir des activités, comme le pôle d'excellence de tennis de table.

Il est 18 heures, Nasser Lassoued, le coach des jeunes pongistes, n'a pas besoin de donner des ordres, les codes sont connus et respectés. « Ici, on apprend qu'on n'a pas besoin de marcher sur les autres pour grandir, et aussi à gérer ses émotions, à relativiser la défaite et la victoire. C'est ce que j'appelle l'éducation au bout de la raquette ! » Une de ses grandes fiertés ? « Nos joueurs ont bonne réputation. Des clubs pros les invitent à assister à des matchs en VIP. Ils se tiennent super bien et ça change le regard qu'on peut avoir sur les jeunes des quartiers. Rien que ça, c'est formidable ! » ■

FLORENCE TRAULÉ